

LA FINANCE AU SERVICE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE EN EUROPE
FINANCING THE GREEN TRANSITION IN EUROPE

PUBLICATIONS DU CENTRE DE COMPÉTENCES
DUSAN SIDJANSKI EN ÉTUDES EUROPÉENNES

PUBLICATIONS DU CENTRE DE COMPÉTENCES
DUSAN SIDJANSKI EN ÉTUDES EUROPÉENNES

LA FINANCE AU SERVICE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE EN EUROPE

FINANCING THE GREEN TRANSITION IN EUROPE

Ed.
SANDRO GOZI
DUSAN SIDJANSKI
FRANÇOIS SAINT-OUEN



CENTRE DE COMPÉTENCES
DUSAN SIDJANSKI
EN ÉTUDES EUROPÉENNES

GLOBAL STUDIES
INSTITUTE



UNIVERSITÉ
DE GENÈVE

Conclusion

Dusan Sidjanski

On entend souvent notre impatience de revenir au mode de vie normal. Toutefois la crise du climat est un non-retour à la « normale » et engage de fait une révolution profonde qui est appelée à changer le cœur de notre mode de comportement.

Sa caractéristique principale est que le monde entier est engagé dans la lutte contre le changement climatique pour un monde vert et débarrassé de la pollution et des énergies fossiles. Cette crise planétaire engage tous les êtres vivants et toutes les communautés humaines. Ainsi, un exemple récent est la destruction encouragée par le Président du Brésil d'un des poumons du monde que constitue l'Amazonie. La logique m'a lors dicté une proposition que j'ai adressée au Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, consistant à placer des patrimoines de forêts ou d'autres éléments indispensables à la survie sous la protection des Nations Unies, à l'exemple des patrimoines mondiaux de l'UNESCO.

D'où le constat qu'au niveau le plus élevé de la collaboration mondiale, c'est-à-dire l'Organisation des Nations Unies et toutes les Organisations internationales spécialisées, telles que l'Organisation de la météorologie (OMM), ou l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) voire du Commerce (OMC), une observation simple de situation nous conduit à constater l'urgence qu'il y a d'engager une coopération mondiale pour répondre à la crise du climat-énergie. De ces niveaux, on arrive à toutes les institutions et communautés régionales comme l'Union européenne et d'autres intégrations régionales dans le monde. Après une crise financière, la crise sanitaire avec les traînées de la pandémie et des attaques des variants tels que Delta, n'a laissé à l'abri aucune des régions de notre planète.

L'Union européenne, sous l'impulsion de la Commission et des États tels que la France, l'Allemagne, l'Italie ou l'Espagne en première ligne, a pris les devants en réponse à la crise climatique. Elle a réussi à s'engager dans des mesures communes, bien que privée de compétences dans le domaine de la santé. Il a néanmoins fallu patienter jusqu'en juillet 2020 pour que les 27 adoptent la relance post-Covid de 750 milliards d'euros, sous l'impulsion du Président Macron et à la suite du revirement de la Chancelière, longtemps opposée à la mutualisation de la dette européenne. Les États membres ont tous présenté leurs plans de relance que la Commission a conditionnés à leur conformité à son Pacte vert ou au respect de la démocratie et des valeurs européennes.

Le thème que nous avons abordé dans notre Colloque s'est limité aux problèmes de la finance face à la crise climatique qui est un aspect important mais certainement pas suffisant en tant que réaction aux catastrophes qui ont touché la plupart des grandes régions du monde. Certes, cela a posé clairement la question des investissements des grandes banques publiques ou privées dans le pétrole en particulier, ainsi que la question de la survie des grandes sociétés qui inspectent et exploitent l'énergie fossile dans tous les coins de la planète. Comment convertir ces géants à des énergies renouvelables qui ne représentent pour l'heure qu'un pourcentage insuffisant pour nous aider à sortir de la crise ? Car il faut bien le répéter, il s'agit effectivement d'une crise touchant la planète tout entière et toutes les sphères de la vie qui est de plus en danger comme le démontre la pandémie mondiale, la pollution à grande échelle et le conflit entre les intérêts financiers face à cette crise globale.

En jetant un coup d'œil sur les propositions de la Commission, et notamment sur le problème des finances face au réchauffement climatique qui très rapidement se transforme en une menace globale, on se rend compte que l'Union européenne est la première communauté régionale à prendre des mesures résolues. Elles sont contenues dans ses douze propositions formulées qui attendent d'être transformées dans les règlements et lois de l'UE et d'être mises en œuvre dans le cadre tracé par les États membres et leurs régions, leurs communes et leurs localités, sans oublier toutes ces sphères de l'action politique engageant la participation essentielle des influenceurs mondiaux et régionaux à tous les niveaux pour aller jusqu'aux citoyennes et citoyens européens.

Jamais dans l'histoire de l'humanité une crise vitale ne s'est présentée à tous les échelons des organisations et des communautés de vie humaine affectant par la même occasion non seulement ses habitants, hommes et femmes, mais aussi tous les êtres vivants, animaux, insectes et la nature tout entière. Les douze propositions de la Commission touchent directement tout ce que l'Homme a construit sur cette Terre qui était considéré comme des progrès et qui aujourd'hui se transforment en menaces existentielles. Notre colloque a été imprégné de l'ensemble des crises qui exigent une vision globale et interdisciplinaire à tous les niveaux de nos vies et de nos activités. Il suffit de jeter un regard sur ces douze domaines sur lesquels l'Europe s'engage en primeur.

Dans les contributions recueillies dans le présent livre, je souhaite extraire ici une remarque de Michel Aglietta sur un point précis :

« Le comble est que les banques centrales elles-mêmes, dans les actifs d'entreprises privées qu'elles achètent pour leur politique quantitative, sont lourdement chargées en actifs polluants sous prétexte de neutralité de marché ! Elles ne

tiennent jusqu'ici aucun compte du risque climatique. Cet aveuglement révèle le dogmatisme néolibéral, alors que le marché est incapable de valoriser le risque climatique. Respecter cette pseudo-neutralité, c'est donc sciemment valider la production de carbone et y participer activement. En outre, il ne s'agit que des pertes directes. Les pertes indirectes ne pourraient être estimées qu'en élaborant des scénarios macroéconomiques fondés sur les hypothèses des scientifiques quant à l'ampleur des risques de transition. En effet, les chocs climatiques auront des effets de grande ampleur sur les structures financières par l'imbrication des engagements croisés entre intermédiaires financiers, et donc défavorables sur l'investissement nouveau et sur la consommation, donc sur la croissance et les inégalités sociales. »

On peut illustrer son propos par la tension entre le gouvernement fédéral et la Banque Nationale Suisse (BNS). Suite aux investissements consentis par cette institution drapée de son indépendance, la Banque nationale a fait d'importants placements dans les énergies fossiles au nom de « l'intérêt du pays ».¹ À son tour, le Crédit suisse a prêté environ 25 milliards de dollars à la filière fossile entre 2016 et 2019. Quant à l'UBS, elle a multiplié par neuf ses investissements annuels dans le charbon en 2019. Et trois quarts des soixante plus grandes caisses de pension suisses n'ont aucune politique climatique.

La BNS gère une fortune de 843,3 milliards de francs suisses. Elle dispose d'un poids immense qui lui permettrait d'orienter la place financière helvétique vers le respect de l'Accord de Paris. Les parlementaires suisses s'en sont inquiétés, au point qu'un postulat a été adopté par le Conseil national (Chambre basse) le 30 octobre 2020 :

« Le Conseil fédéral est chargé d'établir un rapport indiquant comment la Banque nationale peut soutenir la Confédération dans la réalisation de ses objectifs de développement durable et quel rôle actif elle peut jouer en matière de coordination de mesures climatiques dans le secteur financier ».

Au rappel des autorités politiques à la BNS arguant que ses investissements vont à l'encontre de la politique suisse, la Banque n'a pas hésité à évoquer son indépendance et son travail en faveur du pays. Récemment, une de ses dirigeantes cherchait à relativiser en déclarant à un journal : « Notre bilan de 1000 milliards de francs ne peut pas être vu comme la solution au changement

¹ Cf. Revue de l'association « Artisans de la transition » du 21 avril 2020, *Sur le climat, la BNS égare la place financière suisse. La gestion des risques climatiques de la BNS est totalement défailante.*

climatique ».² Cette tension entre la politique du gouvernement et l'institution nationale en matière de finances et de politique monétaire illustre un conflit pesant entre investissements polluants qui rapportent des profits dans l'immédiat et l'intérêt général d'un pays et du monde certes interdépendant, mais sans être pour autant solidaire.

Dans les différentes contributions contenues dans le présent ouvrage, on retrouve ce conflit latent entre les intérêts industriels aux effets parfois nocifs et l'effort de sauvetage de différents secteurs qui exigent des assainissements. Celui qui est le plus frappant est le secteur de la production d'électricité qui envahit le grand domaine des automobiles, et dont la production repose sur le charbon ou sur des sites d'extraction de lignite à ciel ouvert tels que celui de Garzweiler en Allemagne.

Il est évident que la clé des mouvements de masse à propos du climat se trouve dans l'éducation et dans la transformation de nos habitudes de vie. L'éducation qui suppose éveiller l'intérêt des enfants dès les classes pré-primaires en recourant à des exemples et en mentionnant les catastrophes qui sont illustrées par différentes vidéos et les médias. De là, on peut esquisser les réponses que peuvent apporter les êtres humains de tous les âges, cette éducation se poursuivant après le primaire dans le secondaire, dans les écoles techniques engageant toutes les disciplines à l'élaboration d'une vision globale de réponse aux catastrophes qui ont touché de nombreux pays : notamment, les températures anormalement élevées, les inondations dans des pays aussi sécurisés que l'Allemagne, des catastrophes en Chine comme en Russie sans distinction de puissance et de culture.

Nous constatons ainsi l'importance de la coopération et de la mise en œuvre de nos moyens pour combattre la menace climatique et environnementale qui nous concerne tous et toutes à travers la biosphère et la nature sur notre planète. En parallèle des propositions faites par la Commission, le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) annonce l'urgence absolue. Des scientifiques venant d'une soixantaine de pays en viennent à cette conclusion que la survie de la planète dépend des mesures à mettre en œuvre le plus vite possible. La menace globale n'a jamais été aussi perceptible et aussi argumentée que dans ce document de 1300 pages qui lance l'alerte pour la survie de la Planète.

En revanche, le silence de plomb règne quant aux investissements supposés polluants dans les domaines de la sécurité et de la défense. De fait, les armées de l'air, de terre et de mer impliquent de gigantesques investissements dans les

² Interview d'Andrea Maechler dans le journal *Le Temps*, 3 septembre 2021.

armements qui sont loin de respecter les normes écologiques et environnementales. Or, nous constatons des signes que la course à l'armement a repris à l'occasion de fortes tensions internationales. C'est un aspect qui mérite plus d'attention de notre part dans un monde déstabilisé et régi par des oligopoles de grandes puissances.

C'est dire que nous devons songer à organiser des colloques interdisciplinaires avec les représentants de toutes les sphères dont les activités devraient être modifiées, transformées, et réadaptées dans la perspective de cette révolution de mode de vie et de respect des communautés humaines et de la nature. Il est urgent d'entreprendre des efforts convergents et efficaces pour sauvegarder notre bien commun. Une conclusion personnelle s'impose. Nous devons recourir à la méthode fédéraliste au niveau du monde.